

Avis voté en plénière du 23 juin 2015

Perspectives pour la révision de la stratégie Europe 2020

Déclaration du groupe de l'UNSA

L'UNSA, au même titre que la Confédération européenne des syndicats, a soutenu les objectifs de la stratégie de Lisbonne et ceux d'Europe 2020. En effet, la stratégie de Lisbonne visait à faire de l'Union européenne, à l'horizon 2010, « *L'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* ». Quant à la stratégie 2020, elle a pour but une « *croissance intelligente, durable et inclusive* ». Comme l'avis, notre organisation est attachée à une stratégie, inscrite dans la durée, capable de lier les dimensions économiques, sociales et environnementales.

Force est de constater que la stratégie de Lisbonne a échoué et pas seulement à cause de la crise. Le tournant néolibéral pris en 2005 a hypothéqué sérieusement l'ambition initiale. En outre, la Méthode ouverte de coordination (MOC), comme le relève à juste titre l'avis, a montré ses limites.

Sans tirer sérieusement le bilan de la stratégie de Lisbonne, la Commission a lancé « Europe 2020 » dont les objectifs sont malgré tout pertinents. Mais la volonté politique est entièrement tournée vers « *l'assainissement budgétaire* ». Aussi les objectifs d'Europe 2020 sont subordonnés à ceux de la gouvernance économique et du semestre européen qui ont un caractère contraignant. La politique d'austérité au niveau européen a des effets négatifs sur l'innovation, la recherche-développement, l'emploi, la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. À cet égard, l'avis pose justement la question du risque de marginalisation voire d'abandon pure et simple de la stratégie Europe 2020.

Le chômage se maintient à un niveau historiquement élevé notamment celui des jeunes et des seniors, les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale augmentent, les services publics et les systèmes de protection sociale sont attaqués, les conditions de travail et les salaires ont régressé. La dimension sociale de l'Europe a durement souffert depuis une dizaine d'années.

Autant le dire tout net, sans un changement de paradigme, les objectifs d'Europe 2020 ne seront pas atteints. Pour le moment et comme le mentionne l'avis, ils sont largement insuffisants. Le Président de la Commission a annoncé « *Un nouveau départ pour l'Europe* » mais le plan d'investissement dont le financement est bien hasardeux, ne répond pas aux attentes.

Pour l'UNSA, la solution ne réside pas dans le recours à quelques indicateurs supplémentaires. Il est urgent que les objectifs d'Europe 2020 soient ancrés dans une nouvelle architecture de gouvernance sociale, d'emploi et d'environnement qui soit placée sur un pied d'égalité avec le processus économique et budgétaire, et liée à un agenda social ambitieux. La Commission doit

prendre en compte les objectifs d'Europe 2020 dans l'Examen annuel de la croissance (EAC) et les recommandations par pays. Les rapports des États (Programme national de réforme, Programme de stabilité ou de convergence) doivent être conformes à ces objectifs. L'égalité hommes-femmes doit être un pilier de la stratégie Europe 2020. Des mesures préventives, incitatives et correctives doivent accompagner les indicateurs sociaux et d'emploi. Au-delà, la Banque centrale européenne devrait poursuivre un double mandat, à savoir la stabilité des prix ainsi qu'un haut niveau d'emploi et de croissance. Un salaire minimum et un revenu minimum européens seraient des outils nécessaires à la stratégie Europe 2020.

La réussite de cette politique requiert une solidarité entre les États membres de l'Union européenne pour renforcer la cohésion dans le cadre du marché unique et plus encore dans la zone euro. Le chacun pour soi et la compétition entre les États tirent la dimension sociale vers le bas. La course au moins disant social est contradictoire avec la stratégie Europe 2020.

La participation des partenaires sociaux est essentielle alors qu'au niveau européen et dans de nombreux États, elle reste assez formelle ou insuffisante. Le Sommet social tripartite devrait être le lieu pour les partenaires sociaux européens d'influencer en profondeur la gouvernance économique européenne et la stratégie Europe 2020.

Il est impératif que le social et l'emploi retrouvent toute leur place au sein de l'Union européenne. Les institutions européennes doivent conduire une politique qui respecte les traités en particulier la promotion d'une économie sociale de marché hautement compétitive qui tend au plein emploi et au progrès social, qui combat l'exclusion sociale et promeut la justice et la protection sociales.

Comme le recommande l'avis, il faut donner un rôle central à la stratégie Europe 2020 dans les grandes politiques de l'Union européenne et réviser cette stratégie au regard des objectifs de développement durable. C'est pourquoi, forte de ses convictions, l'UNSA votera l'avis.